

Service de la Prévention des Risques Anthropiques
14 rue du bataillon de marche n°24
BP 10001
67070 STRASBOURG

Strasbourg, le 25/05/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/02/2023

Contexte et constats

Publié sur 

KIMBERLY CLARK SAS

M le Directeur
ZAC de Villey St Etienne
54200 Villey-Saint-Étienne

Références : FR000000000000470
Code AIOT : 0006200720

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/02/2023 dans l'établissement KIMBERLY CLARK SAS implanté Route de Toul 54200 Villey-Saint-Étienne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- KIMBERLY CLARK SAS
- Route de Toul 54200 Villey-Saint-Étienne
- Code AIOT : 0006200720
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Depuis le 01/01/2005, l'installation est soumise au système d'échange des quotas d'émission au titre de la production de papier ou de carton avec une capacité de production supérieure à 20 tonnes par jour ainsi que la combustion de combustibles dans des installations dont la puissance calorifique totale de combustion est supérieure à 20 MW.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- conformité des installations au Plan Méthodologique de Surveillance des niveaux d'activité et inversement,
- conformité du Plan Méthodologique de Surveillance et de la surveillance exercée au règlement 2019/331 du 19 décembre 2018 définissant des règles transitoires pour l'ensemble de l'Union Européenne concernant l'allocation harmonisée de quotas d'émissions à titre gratuit (règlement FAR)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites

administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	découpage des sous-installations	Autre du 19/12/2018, article Annexe VI 1.d)	/	Sans objet
2	Système de contrôle	Autre du 19/12/2018, article 11	/	Sans objet
3	Amélioration continue	Autre du 19/12/2018, article 9	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Allocation dynamique	Autre du 19/12/2018, article 16	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les instruments de mesures des débits de gaz ou de vapeurs placés sous la responsabilité de l'exploitant ne sont pas tous étalonnés , réglés et vérifiés à intervalles réguliers.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : découpage des sous-installations

Référence réglementaire : Autre du 19/12/2018, article Annexe VI 1.d)
Thème(s) : Risques chroniques, Schéma de procédé
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Annexe VI 1.d) un diagramme présentant au moins les informations suivantes: — les éléments techniques de l'installation, en indiquant les sources d'émissions ainsi que les unités productrices et consommatrices de chaleur; — toutes les circulations d'énergie et de matières, notamment les flux, la chaleur mesurable et non mesurable, l'électricité s'il y a lieu et les gaz résiduels; — les points et dispositifs de mesure; — les limites des sous-installations, notamment la distinction entre les sous-installations utilisées pour des secteurs considérés comme étant exposés à un risque important de fuite de carbone et les sous-installations utilisées pour d'autres secteurs, sur la base des codes NACE Rév. 2 ou Prodcom;</p>
<p>Constats : L'installation est découpée en 3 sous-installations : une sous installation avec référentiel chaleur CL , une sous installations avec référentiel chaleur non CL et une sous installations avec référentiel combustible CL.</p> <p>Le site fabrique de la ouate de cellulose et transforme cette ouate en produit fini. Conformément à l'annexe de la décision (UE) 2019/708 relative à la liste des secteurs ou sous-secteurs considérés comme exposé à un risque de carbone, ces 2 activités entrent dans la rubrique 1712 (fabrication de papier et de carton). Cela dit, seule la fabrication est soumise au risque de fuite de carbone.</p> <p>Ainsi, la sous installation chaleur CL concerne la chaleur utilisée pour le process fabrication et le chauffage de son bâtiment , tandis que la sous installation chaleur non-CL pour le chauffage des locaux de production.</p> <p>Par rapport aux autres papetiers , le découpage de l'installation ne comprend pas de sous-installations avec référentiel produits. En effet , l'annexe I du règlement UE 2019/331 relatif aux référentiels produits exclus dans la définition « Tissue » la technologie TAD (Trough Air Dryer ou tambour sécheur). C'est cette technologie qui est employée au sein de l'installation.</p> <p>Le schéma de procédé est perfectible . Il doit répondre aux exigences de l'annexe VI section 1.d du règlement précité. Lors de la visite d'inspection, nous avons présenté à l'exploitant un exemple de schéma de procédé conforme à la réglementation.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Système de contrôle

Référence réglementaire : Autre du 19/12/2018, article 11
Thème(s) : Risques chroniques, instrument de mesure
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Aux fins du paragraphe 3, point a), l'exploitant s'assure que tout l'équipement de mesure nécessaire est étalonné, réglé et vérifié à intervalles réguliers, y compris avant l'utilisation, et contrôlé par rapport à des normes de mesure correspondant aux normes internationales, lorsqu'elles existent, et qu'il est adapté aux risques mis en évidence.</p> <p>27.2.2019L 59/18 Journal officiel de l'Union européenneFR Lorsque des composants des systèmes de mesure ne peuvent pas être étalonnés, l'exploitant désigne ces composants dans le plan méthodologique de surveillance et propose des activités de contrôle de remplacement. Si l'équipement n'est pas jugé conforme aux exigences requises, l'exploitant prend rapidement les mesures correctives qui s'imposent</p>
<p>Constats : Dans sa déclaration des niveaux d'activité, l'exploitant se base sur les factures mensuelles du fournisseur de gaz pour BM combustible CL . Le suivi de l'apport de combustible est réalisé par l'exploitant via un fichier excel de suivi de consommation.Nous avons effectivement pu vérifier que ces factures étaient archivées par l'exploitant.</p> <p>Un nouveau compteur (n° 59325) GRT gaz a été installé en 2021 . Il est valide jusqu'en mars 2026 . Le convertisseur de volumes (vérification annuelle) jusqu'en Mars 2023.</p> <p>L'installation possède par ailleurs 4 débitmètres gaz propriété de l'installation. L'exploitant a fait un suivi de ses compteurs pour vérifier la mesure du compteur GRT gaz auquel il applique une clef de répartition afin de déterminer la consommation des unités techniques (TAD, chaudière et brûleurs).</p> <p>Cependant , les compteurs gaz de l'installation ne respectent les exigences réglementaires de vérification .</p> <p>Il en va de même des 10 compteurs vapeur du site.</p> <p>Par conséquent, les niveaux de méthodes déclarées 4.4.c (apport de combustible) et 4.5.b (quantification de la chaleur mesurable) ne peuvent pas être utilisées. L'exploitant devra revoir les niveaux de méthode et déposer les demandes dérogations idoines avant le 30/10/2023.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Amélioration continue

Référence réglementaire : Autre du 19/12/2018, article 9
Thème(s) : Risques chroniques, PMS
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Modifications du plan méthodologique de surveillance 1. L'exploitant vérifie régulièrement que le plan méthodologique de surveillance est adapté à la nature et au fonctionnement de l'installation et qu'il ne nécessite pas d'améliorations. À cet effet, l'exploitant tient compte de toute recommandation d'amélioration figurant dans un rapport de vérification.
Constats : Les rapports de vérification du PMS réalisés par un organisme extérieurs des 27/01/2022 et 10/02/2022 ont été analysés. Il apparaît que les remarques b émises n'ont pas toutes été prises en compte par l'exploitant , en particulier : - les procédures prises en applicaation du règlement délégué 2019/331 du 19 décembre 2018 doivent être rédigées. Plus précisément, il s'agit de la procédure relative à l'attribution des responsabilités en matière de surveillance, à l'évaluation régulière de la pertinence du PMS et à l'analyse et à la maîtrise des risques. Les procédures correspodnantes nous ont bien été transmises . Cependant, celle relative à l'analyse et maîtrise des risques n'est pas relative à la réglementation au système d'échange des quotas d'émission. Par conséquent, l'exploitant doit la rédiger dans les plus brefs délais. - des demandes de dérogationsdoivent êrte déposées lors de la transmission d'une nouvelle version du PMS en particulier pour justifier le niveau de méthode 4.5.f. en effet, la demande de déroгатio déposées est éronnée : elle ne concerne pas des térajoules mais des émissions. Par conséquent, l'exploitant devra déposer une demande de dérogation idoine avant le 30/10/2023.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Allocation dynamique

Référence réglementaire : Autre du 19/12/2018, article 16
Thème(s) : Risques chroniques, Niveaux d'activité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Allocation au niveau de l'installation pour les installations en place : (.....) b) pour les sous-installations avec référentiel de chaleur, le nombre annuel provisoire de quotas d'émission alloués à titre gratuit pour une année donnée correspond à la valeur du référentiel de chaleur pour la chaleur mesurable pour la période d'allocation concernée, adoptée conformément à l'article 10 bis, paragraphe 2, de la directive 2003/87/CE, multipliée par le niveau d'activité historique relatif à la chaleur pour la consommation de chaleur mesurable ou son exportation vers des installations ou d'autres entités non couvertes par le SEQE à d'autres fins que le chauffage urbain;
Constats : Les déclaration des niveaux d'activité des campagnes précédentes ont mis en évidence une stabilité des niveaux du BM combustible . A l'inverse, les BM chaleur CL et non CL ont connu respectivement une variation des niveau de d'activité à la hausse et à la baisse ainsi qu'une dégradation et une amélioration de l'efficacité énergétique. L'amélioration de l'efficacité énergétique s'explique par le fait que l'installation a depuis 2015 entamé une démarche de valorisation et de récupération de la chaleur fatale (boîte à vapeur , dégazeur, bacholles , bache eau tiède , HVAC) ce qui a permis de réduire significative la vapeur consommée pour le chauffage des bâtiments de 82%.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet